



Numéro PPQ/9442

lundi 4 mai 2015

## **Les grands titres:**

- En visite au Népal, des hauts responsables de l'ONU appellent à intensifier l'aide internationale
- L'ONU se félicite de sa coopération renforcée avec les organisations régionales
- L'ONU salue la ratification par le Soudan du Sud de la Convention relative aux droits de l'enfant
- La gestion durable des forêts est cruciale pour éradiquer la pauvreté, selon l'ONU
- Sécurité routière : l'OMS encourage à prendre des mesures pour mieux assurer la sécurité des enfants
- RDC : la MONUSCO condamne une attaque contre un de ses hélicoptères près de Beni
- Le recyclage des déchets électroniques au menu d'une réunion à Genève
- Liberté de la presse : l'ONU appelle à défendre le libre-échange de l'information et des idées

## **En visite au Népal, des hauts responsables de l'ONU appellent à intensifier l'aide internationale**



**4 mai** - Deux hauts responsables des Nations Unies ont conclu ce weekend leurs visites au Népal, durant lesquelles elles ont constaté l'ampleur des dégâts sur le terrain causés par le séisme du 27 avril et appelé la communauté internationale à intensifier son soutien aux millions de Népalais affectés.

La Secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires humanitaires, Valerie Amos, a conclu samedi 2 mai une visite de deux jours dans le pays aux côtés du Commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, Christos Stylianides.

Lors de cette dernière journée, une semaine exactement après qu'un séisme de magnitude 7,8 a secoué le pays, tuant des milliers de personnes et rendant plusieurs millions d'individus dépendants de l'aide alimentaire, Mme Amos et M. Stylianides ont rencontré le Premier ministre népalais, Sushil Koirala.

« Je remercie le Premier ministre pour son message clair sur l'importance de travailler en partenariat afin d'accélérer l'acheminement de l'aide », a déclaré Mme Amos dans un communiqué de presse à Katmandou, suite à leur entretien. « Je lui ai donné l'assurance de l'engagement ferme de la communauté internationale à fournir l'appui nécessaire », a-t-elle ajouté.

Durant ces deux jours sur place, la Secrétaire générale adjointe et le Commissaire européen ont pris la mesure des besoins de la population et sont allés à la rencontre des professionnels de la santé et travailleurs humanitaires faisant partie des équipes de secours déployées pour secourir les survivants.

Alors que 68 millions de dollars ont à ce jour été fournis à l'appui du plan humanitaire d'urgence en cours, Mme Amos et M. Stylianides ont souligné à plusieurs reprises durant leur visite la nécessité urgente de poursuivre cet effort de financement afin de fournir des abris et des services de base aux personnes touchées avant l'arrivée de la saison des pluies.

De son côté, la Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM), Ertharin Cousin, a conclu



dimanche une visite de trois jours dans les régions népalaises les plus affectées par le séisme, qui lui a permis de prendre acte des succès et défis du plan humanitaire en cours.

« Nous avons déjà fait beaucoup de choses, mais nous devons en faire beaucoup plus. Voilà pourquoi nous mettons à disposition plus de camions et d'hélicoptères et tentons de collaborer avec un plus grand nombre de partenaires pour obtenir de l'aide là où elle est nécessaire – pas seulement de la nourriture, mais aussi des abris », a déclaré dimanche Mme Cousin dans un communiqué de presse, insistant sur le besoin d'obtenir davantage de soutien financier de la part de la communauté internationale.

« L'approche de la saison de la mousson signifie que le temps nous est compté. Nous devons agir efficacement et rapidement pour aider les gens qui ont tout perdu », a ajouté la Directrice exécutive.

Près d'une semaine après le passage du séisme, le PAM fournit une assistance aux survivants dans les zones les plus touchées, y compris à Dhading, Gorkha, Nuwakot, Rasuwa et Sindhupalchok.

Les visites de Mme Amos et de Mme Cousin sont intervenues suite à un appel de fonds d'urgence lancé par l'ONU et ses partenaires afin d'obtenir 415 millions de dollars pour aider les personnes affectées.

Parallèlement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a annoncé lundi le lancement d'une campagne de vaccination d'urgence au Népal, à l'initiative du Gouvernement népalais avec le soutien de l'UNICEF et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Cette campagne a pour objectif de vacciner d'urgence environ 500.000 enfants népalais pour anticiper les craintes d'apparition d'épidémies de rougeole dans les camps de fortune, a précisé l'UNICEF dans un communiqué de presse à Katmandou.

## L'ONU se félicite de sa coopération renforcée avec les organisations régionales



**4 mai** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Sam Kutesa, se sont félicités lundi de l'approfondissement de la coopération entre l'Organisation et les organisations régionales et ont jugé nécessaire de développer des partenariats encore plus souples et innovants.

« Le renforcement de la coopération entre les Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales est l'une de mes principales priorités pour cette session de l'Assemblée générale », a déclaré M. Kutesa lors d'un débat thématique sur cette question au siège de

l'ONU à New York.

« Il faut que nous tirions les leçons de nos expériences passées et actuelles pour développer des partenariats encore plus innovants et plus souples qui tirent parti de nos points forts respectifs, tout en encourageant une coopération et un dialogue élargis », a-t-il ajouté.

Actuellement, plus de 25 organisations régionales et sous-régionales ont établi des relations de coopération formelles avec les Nations Unies, qu'il s'agisse par exemple de l'Union africaine, de l'Union européenne ou de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Le Secrétaire général Ban Ki-moon s'est également félicité d'une collaboration « plus riche et plus variée que jamais » entre l'ONU et les organisations régionales.

« Nous avons établi des lignes de communications. Nous avons développé des stratégies communes. Nous avons lancé des programmes conjoints. Nos relations ont atteint une nouvelle dimension. Et cela a renforcé notre capacité à servir la

population mondiale. En matière de prévention des conflits et de médiation, nous avons montré comment des efforts conjoints augmentent nos pouvoirs de persuasion pour pousser les parties à faire la paix », a dit M. Ban.

Le Secrétaire général a rappelé que cette coopération est d'autant plus nécessaire qu'aucun pays n'est immunisé face aux menaces et qu'aucun pays ne peut y répondre seul.

« La crise d'Ebola, la tragédie des migrants mourant en mer, le trafic international de drogues, le crime organisé et la montée de l'extrémisme violent montrent le besoin urgent d'une réponse collective. Des millions de vies sont en jeu », a-t-il souligné. « C'est pourquoi je fais tout mon possible pour faire en sorte que les Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales accroissent leur coopération, s'appuient sur leurs points forts mutuels et mutualisent leurs moyens ».

## L'ONU salue la ratification par le Soudan du Sud de la Convention relative aux droits de l'enfant



**4 mai** - Le Comité des Nations Unies des droits de l'enfant a salué lundi la ratification par le Soudan du Sud de la Convention relative aux droits de l'enfant et a réitéré son appel en faveur d'une ratification universelle du traité international.

« Nous félicitons le Soudan du Sud pour la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant ; il devient ainsi le 195ème Etat à le faire », a déclaré dans un communiqué de presse le Comité, dont le siège se trouve à Genève.

La Convention, qui est le traité international relatif aux droits de l'homme le plus largement ratifié, a été adoptée il y a plus de 25 ans et les droits qu'elle énonce sont tout aussi importants aujourd'hui qu'à son adoption en 1989, a souligné le Comité.

« Ces derniers incluent le droit des enfants à la vie, à la santé, à l'éducation et à jouer, ainsi que le droit à la vie de famille, d'être protégé contre la violence, de ne pas être victime de discriminations et de faire entendre son opinion », ont expliqué les membres du Comité, tout en exhortant les Etats qui ont ratifié la Convention, dont le Soudan du Sud, à respecter, protéger et garantir les droits humains de tous les enfants.

« Nous renouvelons aussi notre appel en faveur de la ratification universelle de la Convention et appelons les Etats-Unis et la Somalie, qui doivent encore ratifier la Convention, à le faire », a ajouté le Comité, tout en exhortant également les Etats à ratifier les trois protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ; l'implication d'enfants dans les conflits armés ; et l'octroi aux enfants de la possibilité de porter plainte devant le Comité pour violations graves de leurs droits.

Le Comité des droits de l'enfant a également salué la ratification récente par le Soudan du Sud de la Convention contre la torture et de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

## La gestion durable des forêts est cruciale pour éradiquer la pauvreté, selon l'ONU



**4 mai** - A l'ouverture du Forum de l'ONU sur les forêts lundi à New York, le Vice-Secrétaire général Jan Eliasson a appelé à une gestion durable des forêts dont dépendent 1,6 milliard de personnes à travers le monde pour subvenir à leurs besoins.

Ce forum, qui va se dérouler pendant deux semaines, doit aboutir à un Arrangement international sur les forêts renforcé. Ces discussions interviennent alors que la communauté internationale doit adopter en septembre des objectifs de développement durable pour l'après-2015.

« La gestion durable des forêts, en partenariat avec ceux qui vivent dans les régions forestières, sera déterminant pour réaliser notre ambition d'éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes », a dit M. Eliasson dans un discours.

Environ 1,6 milliard de personnes, soit plus d'un quart de la population mondiale, dépendent des ressources de la forêt pour leur subsistance. Environ 1,2 milliard de gens se servent des arbres sur les exploitations agricoles pour produire de la nourriture et obtenir une source de revenus.

Selon l'ONU, dans le contexte des changements climatiques, la gestion durable des forêts et l'utilisation responsable des produits de la forêt représentent le système de capture et de stockage du carbone naturel le plus efficace et le plus compétitif en termes de prix.

Jan Eliasson a estimé qu'il fallait être ambitieux en termes de financement afin de respecter les engagements concernant les forêts. Il a souligné qu'il fallait également s'assurer que les systèmes de gouvernance s'attaquent aux pratiques destructrices et à la déforestation illégale.

Le Vice-Secrétaire général a également estimé qu'une plus large participation des communautés locales et autochtones était nécessaire alors que beaucoup d'entre elles ont des connaissances cruciales concernant les forêts. Enfin, il a jugé qu'il fallait partager de manière équitable les bénéfices tirés des forêts et des produits de la forêt.

« Un Arrangement international sur les forêts plus fort fournira une feuille de route permettant de répondre à ces défis, afin que les ressources de la forêt à travers le monde puissent répondre aux besoins des gens en matière de produits et services forestiers, aujourd'hui et dans le futur », a-t-il dit.

## Sécurité routière : l'OMS encourage à prendre des mesures pour mieux assurer la sécurité des enfants



**4 mai** - Alors que la Semaine mondiale de la sécurité routière a débuté lundi, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a insisté cette année sur le sort des enfants et appelé à prendre des mesures pour mieux assurer leur sécurité.

Environ 186.300 enfants de moins de 18 ans meurent chaque année d'accidents de la route. De fait, les traumatismes dus aux accidents de la circulation figurent parmi les quatre premières causes de décès pour tous les enfants de plus de cinq ans.

« Pour les pays qui sont actuellement dans une phase de motorisation rapide, dont la plupart sont des pays à revenu intermédiaire, les infrastructures routières sont souvent construites sans prendre dûment en considération les communautés qu'elles traversent », souligne l'OMS dans un rapport détaillant ses stratégies pour la sécurité des enfants sur la route.

Selon l'agence onusienne, « un changement d'état d'esprit est absolument nécessaire pour faire en sorte que les routes, partout dans le monde, répondent aux besoins de ceux qui les utilisent et soient sans danger, notamment pour les enfants,

mais aussi pour d'autres groupes vulnérables tels que les piétons, les cyclistes et les motocyclistes ».

L'OMS note que dans les pays où la baisse du nombre des décès et des traumatismes dus aux accidents de la circulation a été la plus forte, il s'est avéré qu'une législation rigoureuse, appliquée strictement, ainsi que des mesures d'amélioration de la sécurité des routes et des véhicules faisaient la différence.

Cette semaine, des centaines de manifestations sont organisées dans le monde et feront connaître les dix stratégies clés de l'OMS pour la sécurité des enfants sur la route.

Ces dix stratégies soulignent la nécessité de limiter la vitesse ; de réduire l'alcool au volant ; d'utiliser le casque à vélo et à moto ; d'utiliser les dispositifs permettant de protéger les enfants passagers d'un véhicule ; d'améliorer la capacité des enfants à voir et à être vus ; d'améliorer les infrastructures routières ; d'adapter la conception des véhicules ; de réduire les risques pour les jeunes conducteurs ; de fournir des soins appropriés aux enfants blessés ; et de surveiller les enfants à proximité des routes.

« Les décès et les traumatismes dus aux accidents de la circulation sont parfaitement évitables. Les pays qui ont rassemblé la volonté politique nécessaire en ont fait la démonstration, et ce faisant ont épargné les vies de centaines de milliers d'enfants tout en préservant les ressources infiniment précieuses qu'ils représentent pour une nation », a conclu l'OMS.

Selon l'agence, si ses dix stratégies sont mises en œuvre, « elles contribueront largement à la réalisation de l'objectif de la Décennie d'action pour la sécurité routière (2011-2020) qui est de sauver cinq millions de vies.

## RDC : la MONUSCO condamne une attaque contre un de ses hélicoptères près de Beni



**4 mai** - Le chef de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (RDC), Martin Kobler, a condamné lundi une attaque contre un de ses hélicoptères dans l'est du pays.

« Je condamne les tirs contre un de nos hélicoptères sur le territoire de Beni », a dit M. Kobler dans un communiqué de presse.

L'attaque a eu lieu lundi matin, dans la zone d'Oicha, à 20 kilomètres au nord de Beni.

L'hélicoptère a été visé par un groupe d'hommes armés non identifiés et il a dû opérer un atterrissage d'urgence.

« Cette attaque délibérée contre le personnel des Nations Unies est inacceptable et intolérable. Nous ne serons pas dissuadés de notre tâche consistant à protéger les civils », a ajouté M. Kobler.

« Les assaillants seront poursuivis sans relâche tout en respectant les règles d'engagement », a-t-il encore dit.

## Le recyclage des déchets électroniques au menu d'une réunion à Genève



Photo: UIT

**4 mai** - Une réunion des Etats parties aux Conventions de Bâle, Stockholm et Rotterdam s'est ouverte lundi à Genève pour discuter de la gestion des produits chimiques et déchets dangereux, notamment de l'amiante, des herbicides et des déchets électroniques.

Environ 1.500 participants de 180 pays, représentants de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, de l'industrie, de la société civile, et d'organisations internationales, vont discuter pendant deux semaines de ces questions.

La Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination a été conçue pour réduire la circulation des déchets dangereux entre les pays. Pour sa part, la Convention de Rotterdam offre la possibilité pour un pays de décider quels sont les produits chimiques ou pesticides dangereux qu'il veut bien recevoir et de refuser ceux qu'il n'est pas en mesure de gérer en toute sécurité. Quant à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, elle vise à interdire certains produits polluants.

Les déchets électroniques sont au centre des préoccupations du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de la réunion de Genève.

Il s'agit de voir, par exemple, comment limiter les exportations de téléphones portables usagés en provenance des pays industrialisés et leur transformation dans les pays en développement souvent dans des conditions dangereuses pour l'environnement et les populations locales.

Car sur le terrain, la production des déchets électroniques ne faiblit pas et a atteint un record l'année dernière.

Le Secrétaire exécutif des Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm, Rolph Payet, parle ainsi d'une crise invisible voire silencieuse, qu'il s'agisse des fours à micro-ondes, des machines à laver, des souris d'ordinateurs ou encore des piles jetées à la poubelle. D'après lui, il y a eu 41,8 millions de tonnes de déchets électroniques en 2014.

Dans ces conditions, la réunion de Genève permettra de « déterminer à partir de quand un équipement électronique devient un déchet ». Et il faut s'attendre à l'adoption de nouvelles lignes directrices visant à optimiser le cycle de vie des déchets électroniques et leur élimination.

## Liberté de la presse : l'ONU appelle à défendre le libre-échange de l'information et des idées



**3 mai** - A l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé les gouvernements et les sociétés à défendre les principes du libre-échange de l'information et des idées et protéger les droits individuels fondamentaux des journalistes.

Le 3 mai a été proclamé Journée mondiale de la liberté de la presse par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1993, à l'initiative de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Cette Journée vise à célébrer chaque année les principes fondamentaux de la liberté de la presse, évaluer la liberté de la presse à travers le monde, défendre l'indépendance des médias et rendre hommage aux journalistes qui ont perdu leur vie dans l'exercice de leur profession.

Dans un message rendu public à cette occasion, M. Ban a salué la mémoire des journalistes ayant perdu la vie dans

l'exercice de leur fonction et a appelé à redoubler d'efforts pour faire respecter le droit fondamental de la personne humaine à la liberté d'expression et la liberté de la presse

« Sur toute la surface du globe, les journalistes sont attaqués tous les jours en tentant de faire leur travail. Durant la seule année passée, 61 journalistes ont été tués. Bien d'autres encore dépérissent en prison sans mise en accusation ni la moindre perspective d'une procédure régulière, victimes de gouvernements ou d'autres qui interdisent la libre enquête et utilisent le pouvoir de l'État pour intimider la presse », a-t-il dit.

Le Secrétaire général a insisté sur l'importance d'une presse libre et pluraliste dans un monde numérique en mutation rapide et constante.

« La technologie numérique a été exploitée pour répandre des discours de haine ou inciter à la violence, mais c'est aussi une force au service du bien, qui rassemble les gens dans une conversation mondiale sur les moyens de bâtir un monde meilleur », a déclaré M. Ban, tout en regrettant que les journalistes et les blogueurs utilisant la technologie numérique risquent souvent des mesures de rétorsion et des atteintes à leur liberté d'informer.

Le Secrétaire général a par ailleurs insisté sur la nécessité d'une meilleure représentation des femmes dans les médias afin notamment de garantir la qualité du journalisme.

« Les femmes jouent un rôle décisif, mais bien trop négligé, dans le paysage médiatique d'aujourd'hui », a regretté M. Ban.

En cette Journée mondiale, le Secrétaire général a appelé tous les gouvernements, toutes les sociétés et tous les particuliers à défendre les principes du libre-échange de l'information et des idées, tant entre nations qu'au sein de chacune d'elles.

« Nous devons nous engager à faire en sorte que la sécurité et les droits individuels fondamentaux des journalistes soient protégés, indépendamment des pressions politiques, socioéconomiques ou culturelles qui peuvent menacer, entraver ou brider leur liberté de tenir le monde informé », a précisé en conclusion M. Ban.

En prévision de cette célébration, qui tombe cette année un dimanche, l'ONU et l'UNESCO avaient organisé vendredi 1er avril une cérémonie de commémoration au siège de l'Organisation à New York sur le thème choisi pour cette édition 2015 : « Laissez le journalisme prospérer ! Vers une meilleure couverture de l'information, l'égalité des sexes et la sécurité à l'ère du numérique ». Au cours de cet événement, des hauts responsables de l'ONU avaient pris la parole pour défendre la liberté de la presse dans le monde, et notamment l'égalité des sexes dans les médias et le renforcement des conditions de sécurité des journalistes, y compris la Secrétaire générale adjointe à l'information, Cristina Gallach, et le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, Sam Kutesa.

Dans une déclaration commune rendue publique en marge de cette cérémonie, le Secrétaire général de l'ONU, la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, et le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein avaient déclaré : « Pour que la paix soit durable et que le développement soit durable, les droits humains doivent être respectés ».

« Chacun doit être libre de rechercher, de recevoir et de transmettre des connaissances et des informations sur tous les médias, en ligne et hors ligne », avaient-ils dit. « Un journalisme de qualité permet aux citoyens de prendre des décisions éclairées quant au développement de la société. Il contribue également à dénoncer les injustices, la corruption et les abus de pouvoir ».